

Laissez-moi vous donner un seul exemple précis, qui concerne justement la ville de Toronto. Au moment de la construction du SkyDome, les entrepreneurs avaient décidé de faire installer deux chaudières de 1 000 chevaux-vapeur par une entreprise de la Saskatchewan. La préférence du gouvernement pour les produits locaux les a cependant obligés à opter plutôt pour quatre chaudières fabriquées en Ontario, de 500 chevaux-vapeur chacune, dont le prix était considérablement plus élevé.

En fait, tandis que nous éliminons progressivement la majorité des obstacles au commerce avec les États-Unis, en vertu de l'ALE, ainsi qu'un grand nombre d'autres obstacles dans le cadre du GATT, nous courons le risque que des étrangers en viennent à obtenir un meilleur accès au marché canadien que celui dont jouissent les Canadiens eux-mêmes. Après tout, les Canadiens n'ont-ils pas le droit de jouer à armes égales, du moins au Canada?

L'élimination des obstacles au commerce se fait lentement - beaucoup trop lentement - et tous les groupes visés - gouvernements, entreprises et syndicats - ne sont pas au bout de leurs peines. Lorsque nous aurons franchi les deux premières étapes essentielles à la création d'une union économique efficace, nous devrons passer à la troisième, qui consiste à mettre en place un mécanisme permettant d'assurer l'intégrité du marché intérieur et d'empêcher la création de nouveaux obstacles. Le secteur privé est bien sûr un élément essentiel de cette démarche, puisqu'il peut se plaindre de l'établissement de nouveaux obstacles. Vous avez peut-être d'excellentes suggestions à formuler en ce qui a trait aux changements institutionnels qui contribueraient à assurer l'intégrité recherchée. Les gouvernements pourraient établir un tribunal chargé d'étudier les plaintes et de faire modifier les politiques qui suscitent de nouveaux obstacles. La réalisation de cet objectif exigera la plus grande collaboration intergouvernementale possible et il est tout à l'avantage des personnes présentes de favoriser et d'appuyer une telle collaboration.

Pour persister dans notre résolution initiale de supprimer les obstacles existants, nous devons compter à la fois sur une détermination politique et sur un engagement soutenu de la part du secteur privé. Le maintien de l'intégrité du marché est essentiel au maintien de l'avantage concurrentiel que nous assure cette intégrité.

Notre projet de renforcement de l'union économique canadienne a soulevé beaucoup de controverses. Certains qualifient ce projet de trop radical et craignent que nous en profitions pour mettre la main sur de précieux atouts provinciaux tant dans le secteur privé que public. Certains sont même allés jusqu'à parler de prise de pouvoir fédérale. Il n'en est rien.